

L'intégration financière du Maghreb

La libéralisation du système financier et le passage d'une économie d'endettement à une économie de financement sont une nécessité, pense le président de la première banque marocaine.

ENTRETIEN avec *Othman Benjelloun* par *Gabriela González de Castejón*

Othman Benjelloun est le président de la première banque du Maroc, la Banque Marocaine du Commerce Extérieur (BMCE), du GPBM (Groupement professionnel des banques du Maroc), chancelier de l'Université Al Akhawayn et conseiller du Centre international des études stratégiques (CSIS) de Washington. Il a également créé la Fondation BMCE.

AFKAR/IDEES : *Le Maroc est un pays ouvert sur le monde. Le Roi fait des voyages officiels en Europe, aux Etats-Unis, en Amérique latine... Ainsi qu'en Asie, en Afrique ; les voyages du gouvernement sont eux aussi constants. Les entrepreneurs ne cessent de voyager, à la différence d'autres pays de la région. On dit que le Maroc n'a pas (pour l'instant) de pétrole mais qu'il a l'intelligence. D'où vient cette tradition d'ouverture vers l'extérieur ?*

OTHMAN BENJELLOUN : Le positionnement géographique du Maroc, baigné par la Méditerranée et l'Atlantique était d'ores et déjà une ouverture sur le monde. Mais au-delà de cet aspect géographique, le Maroc a toujours été à la confluence de plusieurs civilisations dans l'histoire, romaine, berbère, arabe, africaine. De ce fait, il y eut, à l'image du grand voyageur Ibn Batouta au XIV^e siècle véhiculé dans la culture marocaine une tradition d'ouverture.

En termes économiques, cette culture d'ouverture a été consolidée dès le lendemain de l'indépendan-

ce par feu Sa Majesté le Roi Mohammed V, puis par Sa Majesté Hassan II, choix politique majeur confirmé par leur successeur Sa Majesté Mohammed VI.

Pour leur part, les dirigeants marocains s'attèlent aujourd'hui à perpétuer cette tradition d'ouverture et à la concrétiser sur le terrain en s'imprégnant des expériences internationales dont ils cherchent à tirer les enseignements, et en mettant en pratique les normes et standards internationaux visant à améliorer leur compétitivité sur les marchés internationaux.

A/I : *En octobre 2006, vous avez assisté à une réunion du CSIS organisée à Pékin. Cela fait des années que la Chine enregistre les taux de croissance les plus élevés du monde (10 % par an) et elle est devenue la quatrième économie. La BMCE mise sur la Chine depuis de nombreuses années. En quoi le Maroc peut-il à votre avis tirer parti de la dynamique du géant asiatique ?*

O.B. : En ouvrant une implantation en Chine il y a maintenant sept ans, BMCE Bank a donné justement le ton de cette volonté d'ouverture vers ce géant asiatique. En effet, nous souhaitons non seulement donner ce signal à la clientèle du Maroc mais également disposer d'un observatoire de cette réalité, de cette extraordinaire *success story* de l'économie chinoise, pour attirer les investissements vers le Maroc dans une perspective que notre

pays représente une plateforme d'investissements et d'échanges à l'égard du Maghreb, de l'Europe, voir de l'Afrique subsaharienne. Par ailleurs, avec ses 1,3 milliards de consommateurs, dont environ 250 millions de consommateurs urbanisés qui présentent un penchant prononcé pour les produits et services étrangers, le marché chinois se présente comme un débouché de choix pour de nombreux produits marocains.

La diplomatie économique et commerciale va de pair avec le maintien de relations politiques au plus haut niveau, entre les autorités des deux pays.

Notre rôle en tant que banquier et de financier est donc essentiel pour montrer le chemin quand c'est possible, accompagner, et une fois encore saisir sur le terrain les leçons essentielles de cette expérience chinoise pour la faire partager à nos compatriotes et à notre clientèle.

A/I : *L'une des caractéristiques des économies des pays développés est de faire passer leurs systèmes financiers d'un modèle fermé à un modèle ouvert. Les pays du Maghreb sont-ils à votre avis préparés pour une initiative en ce sens ? Quels sont les principaux obstacles à la création d'un marché financier maghrébin ?*

O.B. : La libéralisation du système financier et le passage d'une économie d'endettement à une éco-

L'intégration économique, sans évoquer la politique, requiert une plus grande intégration financière

nomie de financement ne sont plus réellement un choix mais une nécessité requise par l'interdépendance croissante entre les économies de par le monde. Le Maroc s'est attelé au développement de son secteur financier dès le début des années quatre-vingt-dix. Aujourd'hui, notre secteur financier est à un stade de développement avancé, ce qui lui a souvent valu d'être cité en exemple de développement financier dans la région.

Certes, le niveau de développement des systèmes financiers au Maghreb n'est pas homogène et il y a une différenciation de leur niveau de préparation à l'ouverture. Cependant nous avons la conviction que l'intégration économique, sans évoquer l'intégration politique, requiert une plus grande intégration financière. A cet égard, les systèmes de paiement peuvent jouer un rôle essentiel en permettant de réduire les coûts de transaction pour les échanges de biens et des services au sein de la région d'autant que le potentiel est considérable et que les chiffres du commerce et de l'investissement intra régional sont encore insignifiants. L'intégration financière est donc perçue comme un moyen d'accélérer le développement financier qui vise, à son tour, à favoriser la croissance économique. Un premier pas historique dans ce sens vient d'être franchi avec la création de la Banque Maghrébine d'Investissement et du Commerce Extérieur (BMICE) qui entrera en activité en mars 2007.



Othman Benjelloun, président de la Banque Marocaine de Commerce Extérieur./BMCE

Au plus haut niveau des autorités politiques, la volonté est présente d'aller de l'avant dans ce dossier. Le Maroc a accueilli une conférence sur l'intégration financière entre les pays du Maghreb, organisée par la Banque Centrale du Maroc, le ministère des Finances et le Fonds monétaire international. Cette conférence, qui a réuni les ministres des Finances et les gouverneurs des Banques Centrales des pays du Maghreb, a permis de mettre l'accent sur la nécessité d'amorcer rapidement le processus d'intégration financière entre les pays de la région.

Nous croyons à une démarche pragmatique, qui associe le plus étroitement les banques en les encourageant, comme ce que notre

groupe a fait et est en train de faire, d'ouvrir des implantations dans les autres régions du Maghreb. Nous l'avons fait en Tunisie, à travers une banque d'affaires, d'autres banques ont suivi notre pas. Nous candidapons pour la création de banques commerciales en Algérie. C'est une approche pragmatique et prudente.

A/1 : *Il y a quelques années, vous avez lancé un appel en faveur de la création d'une monnaie unique au sein de l'UMA, visant à accélérer la construction de l'espace économique maghrébin. Selon vous, cette idée est-elle réalisable ? Les relations entre l'Algérie et le Maroc ne constituent-elles pas une grande difficulté en ce sens ?*

O.B. : Il est vrai que la création d'une monnaie unique maghrébine pourrait constituer le socle de l'édification de l'espace économique de la région, mais nous ne nous faisons pas beaucoup d'illusion par rapport au degré de préparation de nos économies et également des opinions publiques et des autorités politiques à ce genre de développement. Mais, il faut sans doute se donner cela comme objectif ultime et dans l'entre temps, comme je viens de le dire, adopter des démarches pragmatiques qui permettent une fois encore de favoriser l'accélération des échanges et des investissements et des implantations bancaires à travers le Maghreb, et la modernisation des moyens de paiements entre ces mêmes pays.

L'Algérie regorge d'opportunités pour le Maroc, grâce au plan d'expansion pour les opérateurs privés

A/I : *La BMCE est la première banque du Maroc. Elle a basé sa stratégie sur une présence internationale : elle détient des participations au sein de sociétés étrangères telles que l'U-BAE (Arab-Italian Bank), le groupe portugais Espirito Santo ou la Banque de développement du Mali. En résumé, comment la BMCE souhaite voir évoluer son projet d'ici à di-sons 2015 ?*

O.B. : Le Groupe BMCE Bank a la volonté de promouvoir un rayonnement de l'activité bancaire à travers l'Europe en faveur des marocains résidents à l'étranger, mais également dans les métiers de la banque d'affaires qui permettraient de structurer les opérations en faveur des régions d'Afrique subsahariennes où nous comptons être de plus en plus implantés.

2015, nous voyons cette année comme une échéance à laquelle le Groupe BMCE Bank devrait disposer d'un réseau de banques directement obtenues ou affiliées qui constitue le prolongement du territoire économique marocain, afin de donner un sens à la coopération Sud-Sud, afin d'accompagner des projets aussi bien de nos clients dans cette région que les projets issus des régions d'Afrique, avec le recours au savoir-faire et à l'expertise du capital humain issu du continent.

Il y a tellement à faire dans tous les domaines, que ce soit dans la banque commerciale, la banque d'affaires, les services financiers spécialisés, que notre programme peut dépasser l'horizon 2015.

A/I : *La BMCE a annoncé en 2006 son intention de s'installer en Algé-*

rie. Dans quelle phase se trouve actuellement ce projet ? Quel est l'attrait du marché algérien pour le Maroc ?

O.B. : Nous sommes dans l'attente de l'agrément de la Banque Centrale d'Algérie. Le marché algérien regorge en effet d'opportunités pour l'économie marocaine, d'abord parce que cette économie a pendant longtemps été centralisée et qu'il y a tout un plan d'expansion pour les opérateurs privés dans tous les domaines, dans tous les secteurs industriels, d'infrastructure pour accompagner les besoins des populations algériennes en terme de bancarisation.

L'Algérie dispose de ressources financières très importantes comparativement aux autres pays, compte tenu de ses ressources pétrolières, et nous croyons encore une fois pouvoir apporter le savoir faire du Maroc, de la banque marocaine, indiscutablement à l'avant-garde des autres pays du Maghreb, de même que nous lions notre activité à l'édification d'une économie maghrébine, dont nous parlions à l'instant.

A/I : *La fondation BMCE souhaite-elle se concentrer sur l'éducation ? Que représente pour vous le développement durable ?*

O.B. : Le développement durable est un mode de développement économique cherchant à concilier le progrès économique et social et la préservation de l'environnement, et qui repose sur une approche multidimensionnelle du principe de responsabilité, notamment les respon-

sabilités économique, sociale et environnementale.

L'engagement de BMCE Bank dans la responsabilité sociale d'entreprise se reflète dans les actions menées par sa Fondation, créée en 1995, qui s'est assignée deux missions principales : la promotion d'un modèle d'éducation intégré au développement durable (programme Medersat.com de construction et de gestion d'écoles communautaires en milieu rural) et la préservation de l'environnement. Nous avons estimé que nous pouvons contribuer à ces deux domaines par notre expertise, nos réseaux et nos fonds.

Les éléments de réponse que je vous ai apporté ici sont une des dimensions du développement durable, c'est à dire à travers la promotion de l'éducation, car une croissance qui ne serait pas accompagnée du développement du capital humain ne peut pas aboutir à une durabilité d'un développement. ■